

CIBLE

Clé

Vous vous souvenez ? Le 6 octobre dernier l'Union européenne et les États-Unis ont signé un accord sur la lutte antiterroriste qui inquiète plus qu'il ne rassure. Il est décidé que les compagnies aériennes continueront à soumettre aux autorités américaines 34 données sur leurs passagers qui se rendent aux États-Unis : nom, adresse, informations sur la carte de crédit – donc sur la vie privée.

Certes, l'accord prévoit que le département de la Sécurité intérieure n'aura plus le droit (c'est dire qu'il l'avait) de récupérer les données rassemblées dans les ordinateurs des compagnies aérienne d'Europe.

Théoriquement, nous sommes à l'abri des investigations de la CIA. Mais la sécurité des passagers est-elle pour autant assurée ? Pas du tout ! Nos confrères du *Guardian* ont pu, en 48 heures, décrypter et cloner les informations biométriques contenues dans les passeports britanniques qui répondent aux normes de sécurité imposées par les Américains. Il suffisait de déduire la clé cryptographique des informations imprimées sur le passeport. Autrement dit, la clé de la porte blindée était sous le paillason !

Les faussaires et les espions ont toujours de l'avenir.

ENQUETE

Pauvreté cachée en France

Idées

**Régis
Debray**

p. 9

Amérique

**Les États
désunis**

p. 8

Roi du petit peuple khmer

Couronné en octobre 2004, Sa Majesté Norodom Sihamoni, roi du Cambodge, est revenu en France à l'invitation du président Jacques Chirac. La France, un pays qu'il connaît bien pour y avoir vécu durant plus de 20 ans et où il y compte de nombreux amis. Une façon chaleureuse de célébrer le second anniversaire de son règne.

Pour cet évènement symbolique, le roi-père Norodom Sihanouk lui a écrit le 28 octobre de Pékin: « *Papa et maman sont extrêmement fiers de Vous qui êtes réellement devenu un grand roi et reconnu comme tel, unanimement, par le Peuple khmer et la communauté internationale, et cela en un laps de temps très court aux yeux de l'Histoire.* »

L'ambassadeur de France au Cambodge, M. Yvon Roe d'Albert, ne disait pas autre chose dans une lettre qu'il lui avait adressée la veille: « *Personne ne doute désormais du choix judicieux de Sa Majesté Votre Père, lorsqu'il a décidé, à l'automne 2004, de Vous confier la lourde tâche d'incarner l'unité, la pérennité et la grandeur du Peuple khmer.* »

Son frère, le prince Norodom Ranariddh, dans un courriel envoyé le 29 d'Aix-en-Provence, lui exprime: « *Je*

suis extrêmement fier de Vous. »

Le nouveau roi a instauré une relation très forte avec son peuple. Inlassablement, il sillonne les campagnes et s'enquiert des conditions de vie des paysans. Il acquiert ainsi une popularité qu'il ne soupçonnait pas: « *Je vais dans les provinces trois fois par semaine. Le reste du temps, je le consacre aux audiences du palais et aux visites des quartiers pauvres de Phnom Penh. Lorsque j'ai effectué mon premier déplacement, dans la province de Kompong Speu, je me demandais comment je serais accueilli. Ce fut formidable. Les gens me prenaient dans leurs bras. Ce petit peuple qui souffre a besoin de son roi.* »

C'est pourquoi, lors d'un déjeuner avec lui fin novembre, nous lui avons, nous aussi, dit comment « *nous suivons avec beaucoup d'intérêt et de sympathie son union avec le petit peuple khmer.* »

Roi d'un pays membre de la Francophonie et situé dans la Zone de Solidarité Prioritaire, Norodom Sihamoni sait que, s'il *règne mais ne gouverne pas* (selon la Constitution), il jouit à l'intérieur de ses frontières d'une autorité morale indéniable et qu'il représente à l'étranger l'unité retrouvée du Cambodge.

C'est ainsi qu'il est régulièrement consulté par le gouvernement et que, lors de sa visite officielle en France, il a resserré les liens qui unissent les deux pays, dans le domaine de la coopération, mais aussi celui des relations économiques et commerciales. On le sait sensible aux questions touchant à la protection de l'environnement, à la sécurité sanitaire, à la facilité internationale d'achats de médicaments UNITAID (1). On le sait favorable à la taxe de solidarité sur les billets d'avion. Et Jacques Chirac lui sait gré de son soutien.

La France pourrait faire plus, en particulier dans le domaine

de l'éducation. L'entrée du Viêt-Nam dans l'OMC peut inquiéter un voisin qui n'a pas encore terminé la réorganisation et l'optimisation de ses ressources.

La crise qui traverse le FUNCINPEC (2) et qui a abouti à l'éviction de son frère le prince Norodom Ranariddh est un facteur d'incertitude politique. Et le fait que des membres de la famille royale se soient affrontés à cette occasion n'est pas de nature à le réjouir.

Mais tout cela n'altère pas la passion de servir de ce roi qui me confiait n'avoir pourtant jamais pensé qu'il accèderait au trône. Nous écrivions il y a deux ans « *C'est aussi un homme d'une grande finesse d'esprit, dont l'apparente humilité révèle une incontestable grandeur et la conviction d'un destin* » (3).

Il est aussi d'une grande fidélité en amitié. Et les heures passées avec lui entre parenthèses d'un voyage très encadré par les services cambodgiens et français témoignent de sa volonté de ne pas rompre les liens affectifs qu'il a créés en France lors d'un long séjour qu'il n'a pas oublié.

Robert GESNOT

(1) UNITAID: initiative lancée par le Brésil, le Chili, la Norvège, la France et une quarantaine d'autres pays pour répondre aux besoins spécifiques des pays en développement en termes de volume de production, de niveau de prix et d'adaptation des médicaments et pour lutter contre les trois plus importantes maladies: tuberculose, VIH/SIDA et paludisme et financée par la taxe de solidarité sur les billets d'avion.

(2) FUNCINPEC: le *Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif* est un parti politique royaliste fondé en 1981.

(3) *Royaliste* n° 846 - « *Norodom Sihamoni* », page 4.

royaliste
BIMONÉAL DIRECTEUR POLITIQUE ROYALISME MODERNE

SOMMAIRE : p.2 : Roi du petit peuple khmer - p.3 : Noires colères - Nicolas le débinaire - p.4 : On a signé une charte - Les électeurs bataves haussent le ton - p.5 : Voyages de candidats - p.6/7 : La pauvreté cachée - p.8 : Vers les États désunis d'Amérique - p.9 : Aveuglantes Lumières - p.10 : Humaines comédies - L'absent de Marrakech - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial: Notre parti.

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Noires colères

Par les urnes, par la grève, par la manifestation de rue, les pompiers, les policiers, les avocats et les magistrats expriment leur opposition à la politique du gouvernement.

On a commémoré les émeutes de l'année dernière puis on s'est contenté de traiter l'actualité sociale avec une désinvolture manifeste.

Quelle que soit l'ampleur du mouvement social, quelle que soit sa force symbolique, les médias ne s'en occupent qu'une journée ou deux sans leur accorder autant d'importance qu'au dernier sondage en date sur le deuxième tour de l'élection présidentielle. C'est ainsi : le social, c'est dans la banlieue que ça se passe avec une escapade auprès des SDF aux premiers froids et un petit tour aux Restaurants du cœur.

Pourtant, ce sont des corps et des groupes sociaux essentiels à l'ordre et à la sécurité publics qui ont exprimé leur colère au mois de novembre :

D'abord les pompiers qui ont manifesté à Paris le 21 novembre. Leurs syndicats exigent, pour des hommes et des femmes qui risquent quotidiennement leur vie, le rétablissement d'une prime indiciaire et la possibilité de bénéficier d'une retraite à taux plein à partir de 55 ans. Brice Hortefeux, ministre délégué aux Collectivités territoriales et sarkoziste de premier plan, n'a pas voulu les écouter. Certains pompiers ont montré la violence dont ils seraient capables si les gouvernements de droite ou de gauche continuent de rester sourds aux de-

mandes que les syndicats formulent depuis 1999.

Ce sont ensuite les policiers qui ont majoritairement exprimé leur opposition à la politique du ministre de l'Intérieur. Chez les gardiens de la paix, les CRS et les gradés, c'est l'UNSA, classée à gauche, qui a gagné les élections contre Alliance, proche de Nicolas Sarkozy. Par ailleurs, les syndicats d'officiers de police classés à gauche ont obtenu de très bons résultats. Mauvais signe pour le ministre, désavoué par ses propres fonctionnaires.

C'est enfin la démission du ministre de la Justice, Pascal Clément, qui a été demandée à grands cris par les magistrats en grève qui ont manifesté à Paris et dans toute la France le 1^{er} décembre en compagnie des avocats. Ces derniers réclament une revalorisation de 15 % de l'aide juridictionnelle qui leur est fournie lorsqu'un justiciable ne dispose pas de ressources suffisantes pour rémunérer un défenseur. Les magistrats, exaspérés par les agressions de Nicolas Sarkozy, exigent qu'on leur donne les greffiers qui leur permettront de remplir correctement leurs tâches.

Comme ces mouvements de colère sont anciens et profonds, les gouvernants de droite et leurs éventuels successeurs de gauche devraient se faire du souci.

Jacques BLANGY

Nicolas le débonnaire

Il fallait s'y attendre : les médias se sont plus intéressés au positionnement médiatique du candidat UMP qu'à sa conception quelque peu mégalomane du pouvoir.

Bon, c'est raté ! Ce n'est pas moi qui le dit, mais les *communicants* consultés par la presse quotidienne.

La déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy à un peuple qui le savait candidat depuis belle lurette ne fut qu'un non-événement : fausse surprise d'un entretien accordé à six quotidiens régionaux mais publié la veille à Paris, mécontentements corporatifs et syndicaux, commentaires mous sur le nouveau concept sarkozien : après s'être déclaré en province comme Chirac en 1994, l'annonce de la « rupture tranquille » évoque la mitterrandienne « France tranquille » de 1981. Du point de vue publicitaire, c'est une double ringardise en forme d'attrape-nigaud : qui croira que le candidat est plus proche du terrain parce qu'il s'exprime dans la presse régionale, quel Français inquiet ou révolté sera rassuré parce que l'enfant chéri du Medef déclare que la violence ultra-libérale sera *tranquille* ?

Pour les mois qui viennent, nous lui conseillons d'essayer la rupture « sereine », « bon enfant », « débonnaire », « paisible », « pépère » - *cool* et *supercool* en version américaine. Nous verrons combien le doux Nicolas est attentif aux pauvres comme il l'a montré le 30 novembre à la télévision à la manière d'un Chirac décidé à en finir avec la *fracture sociale*, plein de sollicitude à l'égard des restaurateurs – il leur a promis la

baisse de la TVA comme Chirac il y a cinq ans – et sévère à l'égard de tous les méchants. N'entrons pas dans les détails, nous en avons pour des mois à détailler les cadeaux : mon Père Noël est une Rupture !

Ce qui frappe, c'est que le candidat annonce son programme comme si le président était omnipotent à Paris et même à Bruxelles : il réduit le taux de TVA à 5,5 %, il décide d'augmenter le pouvoir d'achat des Français, il veut démocratiser l'enseignement (comme Jacques Chirac promettant un référendum sur l'Éducation nationale ?) mais écoutons-le : « *je réformerai l'ordonnance de 1945* » sur les mineurs délinquants, « *je demande des peines planchers* » ; « *je demande qu'il n'y ait pas de libération provisoire pour un délinquant sexuel qui n'accepte pas de suivre un traitement chimique* ».

Candidat à la présidence, Nicolas Sarkozy annonce qu'il sera à la fois ministre de l'économie et des finances, ministre de l'Intérieur et de la justice, chef du gouvernement. Ceci dans le mépris parfait de la spécificité de la fonction présidentielle et du principe de séparation des pouvoirs.

Voici que s'annonce le président législateur et policier. Mais que fera-t-il si la gauche remporte les législatives et si c'est un socialiste qui s'installe à Matignon ?

Annette DELRANCK

On a signé une charte

Ancien cul-de-pat' d'une troupe scout - Les Hamsters du Poitou -, le colonel Sponz soutient de toutes ses forces ceux qui proposent de signer des chartes pour mettre fin aux problèmes, aux difficultés, aux altercations, aux violences et même aux guerres civiles.

L'idée n'est pas neuve. Elle fleurit bon la deuxième gauche néo-rocardienne, le bourgeois-bohème, le gauchon-niaiseux : quand il y a risque de conflit, on se réunit, on signe une charte et on se quitte bons amis.

Il y a dix ans, cela se faisait beaucoup dans les banlieues : les autorités locales signaient avec les associations de jeunes des *quartiers sensibles* des chartes pleines de bonnes intentions réciproques mais sans définition juridique ni effets politiques. Du moralisme sans obligations ni sanctions.

Cette habitude ne s'est point perdue. Après la mort d'un supporter du PSG le 23 novembre, un brave homme de sportif a proposé qu'une charte en forme de code de bonne conduite soit signée par les violents *amateurs* de ballon rond.

Quelle brillante idée ! On voit très bien des jeunes néonazis respecter, après d'héroïques libations à la bière brune, la signature avec des supporters israéliens d'une charte de bon voisinage.

On peut aller plus loin.

À droite, nous avons entendu le candidat Nicolas S. réprouver les violences *inacceptables* provoquées à Nancy par des supporters hollandais - ce qui porte condamnation du laxisme du ministère

de l'Intérieur quant aux voyous qui se battent depuis des années dans et autour des stades. Le brave Nicolas S. pourrait donc signer avec l'incapable N. Sarkozy une schizo-charte de bonne gouvernance...

À gauche (dit-on), Ségolène Royal aurait pu proposer à son retour du Proche-Orient qu'une charte de bonnes pratiques soit signée entre le Hezbollah et les Phalanges libanaises. Par une déclaration annexe, le Quai d'Orsay pourrait proclamer qu'il renonce par *abnégation* à agir au profit de la France (1) et qu'il se consacrera désormais à la défense des valeurs dans le monde sous la forme d'une Agence diplomatique fédérant des grappes d'ONG.

Je souscris à toutes ces chartes car je suis pour les bons sentiments, contre les vilains gestes et les mauvaises paroles. Car, comme dit la chanson, si tous les gars du monde se donnaient la main, ils feraient une ronde.

Colonel SPONZ

(1) À Beyrouth, le 1^{er} décembre, Mme Royal a déclaré : « *Je veux une diplomatie franche, efficace, simple et qui aboutisse à des résultats, avec une certaine abnégation. Je crois que la diplomatie ne doit pas être conduite au profit de la France, mais au nom d'un certain nombre de valeurs, au nom d'un ordre international juste.* » Ce qui mériterait tout de même quelques explications.

Les électeurs bataves haussent le ton

Les récentes élections législatives aux Pays-Bas ont fait apparaître une baisse des partis qui prônaient le oui à la constitution européenne.

Les électeurs bataves ont de la suite dans les idées. C'est ce qui ressort des récentes élections législatives aux Pays-Bas. À l'issue d'une brève campagne qui a principalement tourné autour des questions socio-économiques, dix partis vont se partager les 150 sièges de la chambre des députés. Si le Premier ministre, Jan Peter Balkenende, parvient à limiter les dégâts pour son parti (CDA-chrétien démocrate qui perd 3 sièges avec 41 élus), il n'en va pas de même pour son allié au gouvernement, le parti libéral VVD qui, avec 22 élus, perd 6 sièges.

Emmené par Wouter Bos, le parti travailliste social-démocrate PVDA, principal parti de l'opposition, est étrillé et ne conserve que 32 de ses 42 députés sortants. À l'inverse, le Socialistische Partij (SP) passe de 9 à 26 sièges et devient la troisième formation du royaume. Le SP a attiré évidemment des électeurs venus des sociaux-démocrates, mais il en a aussi soustrait au camp populiste. Dans ce dernier le PVV, Parti pour la Liberté, anti-immigration (« *moins d'impôts, moins d'islam, plus de respect...* ») recueille 9 élus.

Ces résultats font apparaître une certaine volatilité de l'électorat, puisque certains n'hésitent pas à passer du camp populiste de droite au Parti socialiste, formation antilibérale aux lointaines racines maoïstes. Mais surtout, les partis qui, lors du référendum du 1^{er} juin 2005, s'étaient prononcés pour la constitution euro-

péenne sont globalement perdants : chrétiens-démocrates, libéraux, réformateurs et, surtout, sociaux-démocrates. Rappelons que le référendum avait vu, avec une participation de 63 %, le « non » l'emporter à plus de 61 %. Le Premier ministre n'avait pas cru bon de lier son sort au résultat du vote, il est vrai consultatif. Toute ressemblance...

Il est intéressant d'observer que, dans cette élection législative, le PVDA était emmené par Wouter Bos, un ancien cadre supérieur de la Shell. Ce réformiste, adepte du parler vrai, incarne le virage social-libéral du travaillisme hollandais. Il a conquis son parti en voulant incarner une nouvelle manière de faire de la politique, davantage à l'écoute de la base, n'hésitant pas à lancer des ballons d'essai (par exemple à propos de jurys populaires...). Là encore, toute ressemblance...

Tel n'est pas le cas de Jan Marijnissen, chef du SP, un ancien ouvrier syndicaliste, qui accuse les travaillistes de complaisance à l'égard du libéralisme. Il a fait campagne contre la constitution européenne en 2005, et contre les réformes économiques et sociales du gouvernement. Pour lui, l'Europe de Bruxelles menace les conquêtes sociales par son ultra-libéralisme : « *les Pays-Bas ont montré qu'ils voulaient un gouvernement plus social et plus humain* ».

On se prend à rêver que les électeurs français puissent, eux aussi, trouver une *fenêtre* crédible pour échapper à un choix illusoire.

Alain SOLARI

Voyages de candidats

Une fois un candidat investi, il lui faut donner la priorité à l'image internationale dans un monde qui devient de plus en plus dur.

A quoi servent les voyages à l'étranger d'un candidat aux élections présidentielles françaises ? À lui donner une stature internationale qui le crédibilise pour l'accès à une fonction qui comporte d'importantes responsabilités de politique étrangère et de défense ; à lui faire prendre de la hauteur ou de la distance par rapport aux querelles politiciennes où s'épuise son équipe de campagne ; à ne pas se fatiguer trop tôt en se réservant pour le sprint final.

Il sera intéressant de suivre les itinéraires des uns et des autres : on a vu comment Ségolène et Nicolas se sont marqués au Sénégal. L'étape obligée d'Israël a été bien calculée par le camp de Mme Royal : précédée d'une visite au Liban et suivie des Palestiniens, elle représentait un exercice de haute voltige diplomatique. Elle s'est imposée aux militaires français de la Finul. Avantage à Ségolène. Le ministre de l'Intérieur, lui, a une longueur d'avance comme ministre, comme proche des Américains et des Israéliens, mais son approche a été dans les deux cas plus communautariste. En réunissant les trois peuples du Proche-Orient dans une même tournée, la candidate socialiste vise moins les votes communautaires que son image transverse dans l'opinion française. Elle ne se marque pas vis-à-vis de ces pays.

Certains attendent d'elle une *présidence modeste*, à l'écoute plutôt que directive, de dialogue plutôt que d'orientation, boîte à idées plutôt que dé-

monstration de force. Ce qui vaut pour l'intérieur vaut-il pour l'extérieur ? On attendrait d'elle un retour des Affaires étrangères vers le ministère de ce nom, en supprimant les diplomates parallèles, les cabinets secrets, les cellules africaines ou autres qui pullulent encore autour de la présidence. De son côté, le candidat de l'UMP prône au contraire un modèle à l'américaine où la politique extérieure est menée autour du Conseil de Sécurité National relevant du seul président. Lui aussi préférerait des émissaires personnels aux ambassadeurs traditionnels.

Sur le fond, plus généralement, s'opposeraient deux démarches internationales, l'une plus citoyenne, l'autre plus stratégique. Foin des grands desseins de la France à l'étranger, des politiques arabe ou africaine : dans un cas des actions de proximité, dans l'autre la sécurité nationale.

Mais la vraie question n'est pas finalement ce que l'un ou l'autre veulent, mais l'état du monde. Or, Bush ou pas Bush, le monde est de plus en plus dur. Le président iranien ou le nouveau vice-président israélien (un Russe extrémiste), la polarisation en Amérique latine, la montée des extrémismes droites européennes, y compris en Turquie et en Russie, le retour de mouvements anti-français en Afrique (Côte d'Ivoire, Rwanda, Tchad), sont les prémisses de solides bras de fer, intolérances, anathèmes, condamnations, boycotts, ruptures. La disparition programmée des Bush, Chirac, Blair à brève échéance, privera le monde d'hommes d'expérience, activement

engagés, se connaissant bien, pourvus de réseaux de clientèles. Ils ont servi d'amortisseurs des tensions, de négociateurs des crises. Même si on ne peut guère les créditer de succès décisifs, ils ont réussi encore tant bien que mal à garantir un certain ordre international. On peut critiquer celui-ci mais au moins existait-il.

Les successeurs auront sans doute autant ou plus de qualités personnelles mais ils n'auront pas le même sens des responsabilités internationales. Pourquoi l'auraient-ils ? La période qui s'achève a été marquée par une forte mondialisation des institutions. Il n'est pas sûr que la période qui vient poursuivre la même ligne. Il n'est donc pas avéré qu'un style soit préférable à l'autre. Les deux sont des aspects d'un commun repli par rapport au passé tant gaullien que mitterrandien. Même si ces deux références demeurent incontournables, le monde, lui, a changé.

Voyager pour un candidat aux prochaines élections présidentielles françaises ne servira plus seulement à se mettre en valeur à l'intérieur ou à se faire connaître de futurs interlocuteurs. Voyager doit leur permettre d'appréhender les dures réalités du monde d'aujourd'hui, de mesurer les limites de l'influence et des moyens, et d'en tirer des conséquences : modestie plutôt qu'arrogance. Les formes de cette modestie peuvent faire débat, mais la prochaine présidence française ne peut qu'être différente dans la forme comme dans le fond de celle des quarante dernières années.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **MONACO** - Presque au moment même où le prince Albert procédait à une révolution de Palais (le limogeage dans la même journée de son directeur de cabinet et du chef de son service de presse) il accordait un long entretien au *Figaro* (http://www.lefigaro.fr/magazine/20061117.MAG000000333_comment_j_e_vois_mon_metier_de_chef_d_etat.html) dans lequel, interrogé sur le rôle d'un chef d'État aujourd'hui, le prince déclare : « *L'action d'État doit reposer sur quatre piliers que sont la responsabilité, la vision, l'ouverture et le sens de l'éthique. La responsabilité implique un sens du courage. Il est impossible de vivre dans la peur d'aller loin, à partir de l'instant où le destin d'un peuple repose sur vos épaules. Une responsabilité assumée conduit à une vision intelligente de l'avenir. Je n'imagine pas mon travail sans une prospective qui permette d'anticiper les problèmes du temps et d'agir sans crainte comme un éclaircisseur. La vision se nourrit constamment d'une ouverture généreuse à l'autre, sans distinction de conditions sociales. Je n'ai jamais imaginé avoir une relation différente avec un conseiller de gouvernement et un employé du Palais. La vie publique requiert la rectitude. Sans le respect de cette exigence, l'action perd sa crédibilité et son sens véritable.* »

♦ **ITALIE** - Le 3 décembre, le magazine *Secrets d'actualité* programmé sur M6 était consacré au prince Victor-Emmanuel de Savoie, prétendant au trône d'Italie, et à sa vie tumultueuse émaillée de péripéties judiciaires dont les dernières en date n'ont pas encore connu leur épilogue. Interrogé sur cette affaire, son fils, le prince Emmanuel-Philibert de Savoie, l'a défendu estimant que sa seule culpabilité était de s'être laissé bernier par un entourage douteux et s'est dit convaincu qu'il bénéficierait d'un non-lieu. Quant à lui, il a expliqué la démarche qui était la sienne et la fondation de son association *Valeur et Avenir* pour lui permettre de mieux connaître les Italiens et « *participer à un nouvel élan national pour affronter les défis globaux qui se posent aux nouvelles générations* ».

♦ **TONGA** - C'est un message mêlé de fermeté et d'ouverture que George Tupou V, roi de Tonga, a adressé devant le Parlement, exactement une semaine après que des émeutes sans précédent ont ravagé une partie de la capitale. Concernant les réformes politiques visant à instaurer un degré plus élevé de démocratie et une représentativité populaire plus importante au Parlement, le monarque a déclaré : « *Les différences entre les diverses propositions ne sont pas irréconciliables et peuvent être résolues à travers le dialogue* » et il a conclu : « *Nous exhortons tous les parlementaires à poursuivre la discussion et à présenter le fruit de leur consensus, y compris un calendrier de mise en œuvre, à la prochaine session du Parlement* ». Les cérémonies officielles de couronnement de George Tupou V qui devaient avoir lieu en 2007 ont été repoussées d'un an dans l'attente de la reconstruction du centre-ville de la capitale qui a été détruit à 80 % pendant les émeutes.

La pauvreté cachée



Qui faut-il croire ? L'Institut national de la Statistique qui annonce un recul de la pauvreté en France ? Ou l'expérience commune appuyée par des enquêtes de terrain et par d'autres chiffres soulignant la folle croissance des inégalités et l'accumulation des malheurs qui frappent des millions de chômeurs et de travailleurs pauvres ?

Avant que les candidats à la présidence ne se livrent à la classique bataille des chiffres, nous présentons quelques éléments de réflexion sur la situation sociale dans notre pays.

Toujours moins de pauvres en France ! Tel est le bilan réconfortant qu'établit l'INSEE dans son dernier rapport sur *les Revenus et le patrimoine des ménages*. Les preuves statistiques abondent : la proportion des personnes vivant sous le seuil de *pauvreté monétaire* (moins de 788 euros par mois) est tombée de 13,5 % en 1996 à 11,7 % en 2004. Il ne resterait donc plus que 6,9 millions de personnes en situation de pauvreté monétaire (1).

Cette diminution de la pauvreté s'accompagnerait sur le long terme d'une nette tendance à la réduction des inégalités : en 1970, 18 % des Français vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire, et seulement 12 % en 2003. Parallèlement, l'écart entre les salaires masculins et féminins s'est réduit : les femmes salariées à temps plein du privé gagnaient 66 % de ce que percevaient en 1970 les hommes salariés, alors que l'écart n'est plus que de 80 % aujourd'hui.

On nous dit aussi que les retraités sont moins pauvres qu'avant et que le nombre des bacheliers parmi les enfants d'ouvriers est beaucoup plus important qu'il y a vingt ans. Les chiffres sont encore plus

frappants si l'on modifie la durée des périodes examinées : par exemple, l'écart entre les revenus s'est resserré entre 1970 et 1984 - mais après ?

D'ailleurs, d'autres rapports ruinent l'optimisme qui pourrait résulter d'une lecture trop rapide des chiffres publiés par l'INSEE : dans son document précité, on indique que la réduction de la grande pauvreté a bien eu lieu dans les années 1999-2001 (croissance assez forte due pour une bonne part à la bienheureuse faiblesse de l'euro) mais que la pauvreté est en augmentation depuis 2004.

Aussi le citoyen qui n'a pas été formé à la science des statistiques (c'est mon cas) doit-il se méfier des annonces des dirigeants politiques et des *vrais chiffres* publiés régulièrement par les journaux. Il faut se répéter que le *vrai chiffre* n'existe pas et n'existera jamais car toute statistique est construite par les statisticiens qui ne peuvent présenter, en toute rigueur, qu'une vision partielle de la réalité. Exemple basique : installé au milieu d'une cour de ferme, le statisticien peut dénombrer les êtres vivants (poules, lapins, chevaux, hommes et femmes) ou seulement les bipèdes (avec ou sans plumes) ou encore les humains - ce qui

suppose une philosophie implicite de la personne humaine.

Pour se faire une idée de la situation effective, il faut donc multiplier les approches chiffrées, en faire autant que possible la critique, demeurer attentifs aux interprétations des économistes et des sociologues (en laissant de côté les prétendus *experts* médiatiques) et ne pas négliger l'observation empirique de ceux qui sont sur le terrain.

Les critiques des statistiques officielles sont connues : les biens et services pris en considération pour le calcul de l'inflation datent d'une époque où les habitudes de consommation étaient différentes ; la mesure des revenus et du patrimoine est gravement faussée par le fait que les statisticiens ne disposent pas des éléments d'informations nécessaires à une connaissance exacte du patrimoine des Français - que le ministère des Finances se refuse à communiquer sous divers prétextes. Il est donc impossible de mesurer précisément les inégalités dans la société française. Du moins, on peut s'en faire une idée au vu d'indicateurs partiels :

Depuis 1984 les inégalités de revenus n'ont que faiblement baissé - toute coïncidence avec le *tournant* deloriste de la rigueur en 1983 n'étant pas due au hasard.

On notera aussi que 10 % des ménages les plus riches détenaient en 2003 le quart du revenu national, alors que les 10 % les plus pauvres ne reçoivent que 3 % du revenu national.

Quant aux plus riches des Français, ils détiennent au moins 46 % du patrimoine national. Pour donner un chiffre encore frappant, en 2004 le patrimoine professionnel de la femme la plus riche de

France (soit 15,26 milliards d'euros) représentait à lui seul 1 000 000 d'années de SMIC et le dernier des dix plus riches avait un patrimoine de 1,77 milliards d'euros seulement, soit 110 000 années de SMIC. Régulièrement publiés dans la grande presse, ce sont ces écarts inouïs qui provoquent la colère de millions de citoyens.

Faut-il rassurer les Français en leur montrant, courbes à l'appui, que les choses vont plutôt dans le bon sens sur une longue période ? Ce serait difficile car les *bons chiffres* brandis par la classe dirigeante sont contredits par les sociologues et les journalistes consciencieux lorsqu'ils enquêtent sur les conditions de travail et de vie.

La pauvreté réelle résulte d'une accumulation de handicaps : être trop jeune,

tion paradoxale bien mise en évidence par Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot : l'espérance de vie augmente, mais la précarité de l'emploi empêche de fonder une famille ; les biens matériels et culturels sont répandus comme jamais, alors que la baisse du pouvoir d'achat oblige nombre de ménages à se limiter aux dépenses vitales (se nourrir, se loger, se soigner).

On célèbre l'épanouissante liberté individuelle mais l'entreprise moderne fonctionne grâce à la précarité, utilise l'humiliation et favorise la servilité. « *La crise n'est pas seulement matérielle, elle touche aujourd'hui aux représentations du monde, aux identités sociales, aux inscriptions de l'existence dans un temps ressenti comme de plus en plus contraint et sous pression, alors même que la durée de vie augmente. Il y a une contradiction*



■ En plein Paris, des tentes installées par la Croix-Rouge pour abriter les SDF.

être une femme, travailler à temps partiel, être immigré ou issu de l'immigration, ne pas avoir de diplômes, vivre dans une région défavorisée, se trouver seul dans une grande ville où l'inflation des loyers fait rage.

Le taux de chômage est tenu à raison pour un critère décisif et la *gouvernance* se réjouit lorsque les statistiques indiquent une baisse de la courbe, mais les jeunes sont tout particulièrement frappés par le chômage, les femmes sont victimes du temps partiel plus souvent que les hommes et on oublie les travailleurs pauvres, en nombre toujours croissant.

Au-delà des chiffres, il y a les formes plus ou moins aiguës de malaise psychique et les violentes manifestations collectives de la crise sociale. Cette crise n'est pas une fatalité - celle de la *mondialisation* - mais la conséquence d'une situa-

insupportable entre la vie possible, perçue en particulier à travers les médias, et la vie réelle, nécessairement désenchantée » (2).

Une part de cette *vie réelle* reste invisible. Nous savons qu'il y a de la misère parce que nous voyons des hommes et des femmes dormir dans des encoignures ou parce que nous voyons régulièrement la petite foule qui fréquente la soupe populaire. Mais, pour la bonne conscience, il y a le SAMU social et la compassion des médias lorsqu'on annonce que le premier SDF est mort de froid. C'est alors qu'un *réaliste* assure que *les clochards ont toujours existé*, que *l'État ne peut pas tout faire* et qu'il faut soi-même prendre en charge les plus malheureux que nous. Un message de culpabilisation est toujours niché dans le discours compassionnel du milieu dirigeant.

Mais les organisations humanitaires et les actes personnels de charité, aussi nécessaires soient-ils, ne peuvent empêcher les formes récentes de dégradation des conditions de vie. Des *filets* de protection existent pour les chômeurs et pour ceux qui dorment dans la rue, plus d'un million de personnes perçoivent le RMI... Mais Jacques Cotta montre dans son enquête sur les travailleurs pauvres que nous sommes confrontés à un drame qui frappe une population qui reste pour une grande part invisible. Dans les asiles de nuit, dans les abris de fortune, dans les caves et les garages des immeubles, dans les régions défavorisées comme en plein Paris, ville éblouissante de richesses, à deux pas des cafés réhabilités dans le genre ouvrier où la bourgeoisie bohème discute du déclin français et de la campagne de Ségolène Royal, on rencontre celles et ceux qui vivent *normalement* le jour et dans des conditions insupportables la nuit. Des ouvriers, des employés, des cadres, d'anciens chefs d'entreprise, des jeunes sans diplôme, des diplômés, des femmes et des hommes qui ont parfois des salaires *normaux* (plus de 1 000 €) ne peuvent plus se loger (ou font des dizaines de kilomètres pour rejoindre leur lieu de travail) et sont obligés de demander des aliments gratuits.

Les travailleurs pauvres que Jacques Cotta a rencontrés sont d'une lucidité terrible sur le système économique qui est fondé sur l'exploitation d'une masse croissante de travailleurs en situation précaire. Ce ne sont pas seulement les statistiques qui condamnent l'ultra-libéralisme et son élite à tous égards privilégiée, mais tout un peuple de l'ombre. S'il s'engageait dans la bataille politique (mais avec qui ?), les perspectives électorales seraient bouleversées.

Yves LANDEVENNEC

(1) Le seuil de pauvreté monétaire s'établit à 60 % du revenu médian qui trace la frontière entre deux parts égales de la population. Le revenu médian est de 2 020 euros après impôts et prestations sociales mais hors revenus du patrimoine.

(2) « *L'état des inégalités en France* », p. 143.

Références

Observatoire des inégalités – Louis Maurin et Patrick Savidan : « *L'état des inégalités en France* », Belin, 2006, prix franco : 22 €.

Jacques Cotta - « *7 millions de travailleurs pauvres - La face cachée des temps modernes* », Fayard, 2006, prix franco : 19 €.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot - « *Grandes fortunes, Dynasties familiales et formes de richesse en France* », nouvelle édition revue et actualisée, Petite bibliothèque Payot, 2006, prix franco : 12 €.

Vers les États désunis d'Amérique

Les ferments de désunion qui touchent les États-Unis ne portent pas encore atteinte à leur suprématie, c'est à des échelons subalternes de l'organisation du pouvoir politique qu'on les observe. Ils apparaissent cependant dans le contexte de la mondialisation économique et de débats qui ne peuvent nous laisser indifférents ⁽¹⁾.

S'agissant de la question sociale, les débats ont été nombreux aux États-Unis. Depuis le *New Deal* de Roosevelt, jusqu'au projet de Grande Société de Johnson, on avait accepté un interventionnisme, modéré mais efficace, de l'État pour combattre les injustices sociales et raciales. C'était l'époque du keynésianisme triomphant, que les crises économiques des années 1970 ont progressivement relégué au magasin des accessoires, pour faire place à l'ultra-libéralisme.

On a alors cru à la *mondialisation heureuse*, c'est-à-dire à la libre circulation des capitaux qu'animait un esprit de libre entreprise lui-même hérité des pères fondateurs du XVIII^e siècle. Le démantèlement et la marchandisation des services publics d'éducation, de santé et de sécurité était à l'ordre du jour. Washington s'en est défait, souvent au bénéfice d'échelons subalternes du pouvoir politique : États fédérés, métropoles et autres municipalités.

À l'origine du mouvement, l'administration Reagan a pu compter sur un électorat fidèle et majoritaire, celui de la couche moyenne blanche anglo-saxonne des banlieues, complètement indifférente alors à la suppression des aides à accorder à des catégories défavorisées concentrées dans les ghettos des centres villes. Bill Clinton a suivi le

mouvement, supprimant 330 000 emplois fédéraux, pour atteindre des niveaux encore jamais atteints dans le *dégraissage* du secteur public. La *gouvernance* ultra-libérale de Georges Bush fils n'a eu ensuite qu'à contractualiser avec le privé les quelques services publics encore contrôlés par l'État central.

De fait, on a transféré à la charge des classes moyennes de nouvelles dépenses auxquelles viennent s'ajouter les effets pervers des mutations économiques actuellement en cours : surendettement, perte d'emplois délocalisés et... hausse de l'immobilier. Une partie de la société états-unienne vit aujourd'hui dans le désenchantement. Les spécialistes qui la décrivent ont inventé le terme d'*insécurité sociale* pour traduire le sentiment de peur face au retrait de solidarité nationale et à la généralisation de la précarité. Il ne s'agissait nullement d'illusion : 44 % des emplois créés depuis 1980 sont rémunérés au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté. Une nouvelle figure est apparue, celle du travailleur pauvre ; l'avènement des hautes technologies et le recul des emplois manufacturés se traduisant par un chômage structurel pour certaines catégories de la population, plus particulièrement les ouvriers.

L'œil du géographe, lui, nous éclaire sur des aspects inédits de la question sociale

aux États-Unis. L'étude des cartes nous a appris depuis longtemps que la création d'emplois, aux États-Unis, a principalement lieu dans les zones littorales des côtes de l'Atlantique et du Pacifique ouvertes à la mondialisation. Il faut aujourd'hui remarquer le creusement de l'écart entre ces régions et celles de l'intérieur. Les travailleurs pauvres représentent désormais 20 % des familles du Vieux Sud, tandis que de nombreux ménages ruraux, à l'échelle du pays, vivent en dessous du seuil de pauvreté. La géographie urbaine, plus précise encore, indique qu'à l'échelle des grandes métropoles, une nouvelle répartition spatiale de la population est à l'œuvre.

Il va falloir se défaire de la vision de centres villes peuplés de minorités noires, hispaniques ou asiatiques, votant démocrate et s'opposant à la majorité de Blancs. Ces dernières accueillent désormais la majorité des nouveaux immigrants. Dans les ghettos centraux des grandes métropoles, la *responsabilisation* des individus, pour parler la langue de l'ultra-libéralisme, a en partie fonctionné, contribuant à faire fuir des populations attirées par des emplois créés toujours plus loin, aux périphéries d'immenses banlieues. La situation s'est cependant beaucoup dégradée pour les quartiers au départ les moins favorisés. Marginaux, SDF, handicapés et illettrés

sont les grands perdants. Déjà, dans les années 1980, Ronald Reagan stigmatisait déjà la *filles mère adolescente aussi gloutonne et obèse qu'une Cadillac*, anticipation outre-Atlantique du *bruit et des odeurs* d'une population facilement laissée à l'écart.

Spectatrices de ces transformations, les classes moyennes heureuses, triomphantes dans les mises en scène des séries télévisées des années 1960, se sont muées en classes anxieuses, et une logique d'égoïsme territorial prévaut désormais dans les immenses banlieues américaines. La ségrégation des espaces y a certes toujours existé, de Beverley Hills à Los Angeles, aux quartiers de riches retraités de Floride. Mais l'ampleur du phénomène, que les géographes décrivent maintenant, est sans précédent. Il frappe par son accélération et sa virulence.

Les quartiers privés et clôturés se multiplient, entourés de barrières et surveillés par des gardiens privés et les caméras vidéo. Moins anecdotiques, certains se voient parfois consacrés, après validation par certaines réformes, par la reconnaissance politique ⁽²⁾. En Californie, six communautés fermées ont déjà fait sécession pour devenir des municipalités. Chacune de ces villes fixe et répartit ses impôts, construit ses centres de soin et ses écoles. D'ores et déjà, plus de 54 millions d'États-Uniens vivent déjà dans des quartiers gérés par des associations de propriétaires, un *Meilleur des mondes* où repli et l'enfermement sont acceptés au nom de la liberté et qui pose un sérieux problème à la grande démocratie américaine.

Christophe BARRET

⁽¹⁾ David Giband - « *Géographie sociale des États-Unis* », Ellipses, 2006, prix franco : 16 €.

⁽²⁾ Les géographes définissent ces *communautés fermées* comme « des espaces résidentiels dont l'accès est restreint et dans lesquels l'espace normalement public est fermé ».

NDLR – Sur le sujet voir aussi in Cité n°33 « Dossier Amerika ». Prix franco : 7 €.

Aveuglantes Lumières

Il est impossible à un Européen normal de ne pas se reconnaître *filz des Lumières*. Le savoir, le progrès, la recherche, l'expansion, le recul de l'ignorance et du mal, tout ce dont la civilisation moderne s'enorgueillit, trouve son origine dans le mot d'ordre d'Emmanuel Kant : « *Aude sapere* » Ose savoir ! Qui pourrait sérieusement plaider le contraire ? Et lorsqu'un Élie Barnavi explore aujourd'hui le passé des guerres de religion pour mieux comprendre ce dont le fondamentalisme religieux nous menace, il n'a de recours qu'en ces Lumières dont la *raison* est seule en mesure de nous libérer du fanatisme. Zeev Sternhell n'a-t-il pas montré récemment que nous n'aurions qu'un seul ennemi à combattre : les *Anti-lumières* précisément, dont le mauvais génie a failli retourner l'histoire dans l'irrationalité antihumaniste ? Resterait à s'accorder sur le fond du problème, ce qui est plus ardu qu'on semble souvent le croire. Pierre Chaunu a écrit une *Histoire de l'Europe des Lumières*, dont François Furet me disait qu'il était son meilleur livre, et qui élargit singulièrement l'horizon d'un rationalisme à la française. Et puis il y a quelques récalcitrants, dont Régis Debray, qui redoute qu'un trop bel unanimité ne tourne au déni de l'esprit critique dont on se targue à trop peu de frais !

Debray ne serait pas lui-même, s'il n'était intempestif, mauvais coucheur, trouble-fête à l'ironie ravageuse. Comment renierait-il ce XVIII^e siècle auquel il doit tout ? Reste qu'à se laisser aveugler par l'admiration on finit par oublier qu'on ne cherche que la justification de ses obsessions et de ses préjugés. Le XVIII^e comme miroir de soi-même pourrait s'avérer un joli piège : « *Que d'affinités électives à deux cents ans de distance : hypertrophie de l'intime, atrophie des communions, esprit d'entreprise et de spéculation, sacre de l'économie politique, désabusement sceptique, atonie nationale, obligation de jouissance, idolâtrie de l'opinion, apologie du luxe, devoir de persiflage.* » Sous le charme sautillant d'une musique mozartienne, quelle bergerie ne s'inventerait-on pas, et pour peu que Voltaire perde son sourire sardonique quelle mythique Europe ne se déploierait-elle pas en termes purement contractuels émancipée de son passé et de sa religion ?

Voilà qui n'étonne pas de la part du philosophe et du chercheur à rebrousse-poil, à qui son ami, le sage Julien Gracq, susurre des mots scandaleux qu'il comprend trop bien : « *Ah, les gens des Lumières... Ils étaient pleins de bonnes intentions, mais ils n'ont rien compris à ce qu'il y a en dessous. L'obscur... l'inavouable... Et puis alors, sur la religion, là, ils étaient à côté de la plaque... Pas un siècle très sympathique, vous savez.* » Tout le dernier essai de Régis Debray est de ce cru, plus journal qu'essai d'ailleurs et que l'intéressé décrit comme un *dévergondage* un peu

décousu. C'est la recette d'une pédagogie efficace, car l'analyste fait mouche et le raccourci en quelques pages bouscule les bien-pensances aussi efficacement qu'un fragment nietzschéen. Certaines propositions ont l'ampleur d'une étude pleine : « *Descartes régnant en sous main, il y a dans la dichotomie type des Lumières, l'âme, le corps et un blanc entre les deux. Entre l'individu autonome et le milieu physique pas d'ossature ethnique pas de personnalité collective. La morale est pré-politique et la politique pré-culturelle.* »

Retenons donc quelques unes des saillies de notre maître débusqueur de convenances, vertueuses en apparence, ruineuses en réalité. Ainsi, sur un certain simplisme voltairien prompt à écraser l'infamie avec le *duel théâtralisé* : « *Deux camps, et pas un de plus. Nous et eux, les Cacouacs et les Infâmes. Pas de dégradé. Et l'adversaire est par nature vil et ridicule, en réalité les deux à la fois : un excrément. "Fanatiques papistes, fanatiques calvinistes, tous pétris de la même merde, détrempés de sang corrompu".* »

Ce jeu répétitif où l'ironie fait blindage, préserve de toute sympathie, intérêt ou simple curiosité pour autrui. » Voilà qui relativise singulièrement Sternhell s'extasiant sur l'universalisme d'un Voltaire à la découverte des autres univers. Ou encore, mais c'est dans la même logique, le strabisme politique « *qui sacrifie Carnot à Kant et Darwin à Condorcet* » pour promouvoir l'illusion d'une paix perpétuelle, hors tout contrôle militaire. N'est-ce pas le rêve européen des démocrates chrétiens alliés aux sociaux démocrates pour qui une construction a-nationale pouvait défier l'ape-santeur post historique, et moyennant le concours de la technocratie promouvoir le patriotisme constitutionnel, hors patries, hors frontières ?

Et puisque c'est Jürgen Habermas qui se profile là-dessous, comme théoricien d'une Europe sans passé, apprécions la volée de bois vert assénée au penseur qui « *a réussi ce grand bond en arrière, de l'irrationalisme à l'irréalisme* » : « *Cette prose indigeste aurait pu signaler une poursuite de la grande tradition allemande : hermétique et ressassante, mais visionnaire, substantielle, nourrissante, façon Hegel ou Feuerbach (...)* On ne trouvera certes pas de vulgarité dans cette architecture blanche, rien qui ressemble à un fait, une contingence, un lieu, une machine, un évènement, une carte, une statistique. Concept sur concept, lecture de lecture sur lecture. »

Mais, dira-t-on, n'y a-t-il pas non plus une solide tradition dix-huitiémiste, rigoureuse, anti-idéologique qu'incarna chez nous un Jean-François Revel ? Un nom qu'il ne fallait surtout pas prononcer, en dépit de l'éloge sans mélange à ce disparu illustre. Car c'est oublier que l'homme fut faux prophète – il annonça le triomphe du communisme – et que sa suffisance intellectuelle l'a conduit à oublier le principe cardinal défini par Paul Valéry : « *Rendre la lumière suppose d'ombre une morne moitié.* » Les Lumières en voulant un monde illuminé ont voulu ignorer l'ombre ou ce qu'elles tenaient pour telle. D'où l'aveuglement durable de beaucoup d'héritiers.

■ Régis Debray - « *Aveuglantes Lumières – Journal en clair-obscur* », Éd. Gallimard, prix franco : 18,50 €.

par Gérard Leclerc



Humaines comédies

Stéphane Bern nous amuse en nous faisant pénétrer par la fiction dans un monde qu'il connaît bien. Mais s'amuse-t-il vraiment, ce non-dupe qui erre dans la petite société des parasites flamboyants ?

Un jeune journaliste, Pierre Bonnard, est chroniqueur mondain dans un grand journal bourgeois - devinez lequel - où l'on se soucie beaucoup de la mode et de l'opinion des annonceurs. Ce qui pourrait ressembler à une tranche de la *vraie vie des vraies gens*, se présente à nous comme roman (1), écrit - et bien écrit - par un journaliste spécialisé dans la tête couronnée et qui fait aujourd'hui les belles heures de la radio et de la télévision.

Le détour par la fiction était obligatoire : les personnages de ce *si joli monde* sont si durement décrits que tous les chapitres, sinon toutes les pages, auraient donné matière à procès. C'est du moins ce qu'il semble car le beau monde constitue une société close, mise en scène par les médias pour ce qu'elle a de scintillant, mais dans laquelle le commun des mortels ne peut pénétrer. D'où le regret que prend de temps à autre le lecteur : il aimerait pouvoir identifier telle précieuse ridicule et replacer quelques réparties cinglantes dans la bouche de celles et ceux qui les ont prononcées.

Curiosité sans doute malsaine mais qui a l'excuse de porter un milieu qui n'est pas des plus relevés : on se pique le nez au champagne, on se poudre à la coke, on est méchant volontairement - par

plaisir, par ennui - pour faire rire ou plus banalement parce qu'on est pris dans le jeu cruel des rivalités mimétiques.

Stéphane Bern ajoute quelques pages légères et talentueuses à la très vieille comédie humaine. Mieux : il dépeint avec justesse le mélange de fascination et de lucidité écœurée qui agite l'esprit de celui qui fait son entrée dans ce monde. Jouissance de celui qui rehausse l'estime qu'il a de lui-même par le fait d'être reconnu (par curiosité) et parfois fêté (par calcul) par l'une ou l'autre des tribus parisiennes ; gêne lorsqu'on se sent devenir le complice d'imposteurs, d'escrocs, de parasites ou d'imbéciles patentés.

Ceux qui dénoncent les futilités du *grand monde* sans cesser de le fréquenter tombent d'ordinaire dans le cynisme et la pure cruauté. Stéphane Bern échappe à ce double piège par une satire qui ne dépasse pas les limites de la bienséance. Ce n'était d'ailleurs pas la peine d'aller plus loin dans la mise en boîte d'une aristocratie illusoire : il faut garder sa colère pour ceux qui détiennent la réalité du pouvoir.

Pierre-Aymeric de SIDÉRE-MONTENLAIR

(1) Stéphane Bern - « *Un si joli monde* », roman, Flammarion, 2006, prix franco : 20 €.

L'absent de Marrakech

Tout commence par un rendez-vous manqué : celui du narrateur avec son vieil ami Amadeo, retiré au Maroc après une vie de bamboche, collectionneur de souvenirs mondains, de mémoires d'écrivains, voyageur immobile dans la mythologie de Marrakech.

Invité là pour se laisser guider au plus profond de l'âme de la ville, celui qui parle en est réduit à fouiller dans les archives de l'absent et suivre des comparses laissés pour guides. Alors, strate après strate, ce visiteur s'enfonce dans le terreau d'imaginaire qui tient lieu de passé à cette étrange cité, riche en gloires et plaisirs, foisonnantes d'odeurs, couleurs, saveurs, et d'évidences évanescences comme des mirages.

De Lyautey à Proust, de Gide à Simone Berriau ou sur les traces des sultans, commandeurs des croyants, conquérants et esthètes dont la bibliothèque tenait sur le dos de cinq chameaux, rencontrer l'ombre d'un Rimbaud qui ne serait pas mort à Marseille mais ici même, pour finir sur la terrasse d'une Villa Taylor au côté de Churchill convalescent peignant une aquarelle ou

recevant Roosevelt *comme un pacha* dans cette parenthèse exotique du monde en guerre. Et pourquoi pas Mitterrand entre les bras de l'agent gauliste Joséphine Baker, celle que dépitait le contact du beau soldat américain noir qu'on lui affectait ? « *Il s'enduit le corps d'huile et je glisse sur lui. C'est trop absurde.* »

« *Marrakech est douce avec le printemps. Avec ses sortilèges de fleurs, de plumbagos, de jacarandas bleus qui jouent les japonaises sur leurs branches en calligrammes. Les bigaradiers et les rosiers des parcs s'enrobent de parfums miracles...* » Une promenade de dandy renonçant peu à peu au tourisme pour le soufisme, parce que Marrakech « *a la saveur de Dieu* ».

Luc de GOUSTINE

Thierry de Beaucé - « *L'absent de Marrakech* », Éd. du Rocher, prix franco : 19 €.



Porte-clé fleurdelysé

diamètre 30 mm
attache de qualité
fabrication du
maître-médailleur Martineau

Prix franco : 8 €

IFCCE

Prochaine session de politique appliquée
à La-Chapelle-Saint-Luc
les 3 et 4 février 2007

« La lutte des classes »

La lutte des classes serait dépassée. Prétendre le contraire serait rendre un culte aux vieilles lunes marxistes et méconnaître la mutation libérale individualiste : clans, sectes, ethnies, genres ou communautés ont entièrement supplanté ce concept, et rendu sa fonction dialectique caduque en même temps que toute praxis révolutionnaire. Bourgeois de tous pays, dormez sur vos deux oreilles !

L'idée incongrue nous est venue de fouiller dans les poubelles de l'histoire... et découvrir que Marx, loin d'être l'inventeur du concept, l'avait puisé chez Guizot. Dès lors, il est permis de s'interroger sur la validité qu'il conserve en toutes circonstances dans la vie des sociétés humaines. Et pourquoi pas dans la post-modernité présente ? Aujourd'hui, de quelles « classes » peut-il s'agir ? A quel type de conflits, déclarés ou larvés, se livrent-elles ? Y aurait-il une ou des révolutions possibles, voire souhaitables, à la clé de leur affrontement ?

Sociologues et politiques en débattront pour et avec le public des sessions de politique appliquée de l'IFCCE, à La-Chapelle-Saint-Luc, les 3-4 février 2007.

Tous renseignements sur le site de l'IFCCE : <http://www.ifcce.fr.st> et possibilité d'inscription en ligne ou en nous téléphonant (01.42.97.42.57) pour demander à recevoir le dépliant de présentation.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 17 et 18 mars 2007. Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 17 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, **"La politique du logement"** et, d'autre part, **"La représentation nationale"**

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

BROCHURE

"Monarchie et démocratie". En rééditant ce texte, paru en 1984, nous avons eu pour seul souci de fournir, sous la forme d'une brochure accessible à tous, des arguments à opposer à ceux qui pensent encore que monarchie et démocratie sont incompatibles. Nous avons gardé le texte d'origine sans le modifier ni l'actualiser même si certains points auraient gagné sans doute à l'être. Prix franco : 5 €.

Complémentaire de cette brochure nous vous rappelons celle intitulée **"Royaliste et citoyen"** toujours disponible au prix de 6 € franco.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 13 décembre** - Ancien élève de l'École Normale Supérieure et agrégé de géographie, **Hakim EL KAROUÏ** a été responsable des discours de Jean-Pierre Raffarin lorsque celui-ci était Premier ministre, puis chargé de la prospective à Bercy au cabinet de Thierry Breton - sans pour autant reprendre pour son propre compte l'idéologie et le discours dominants.

Dans un ouvrage dont Bertrand Renouvin a rendu compte avec enthousiasme (*Royaliste* n° 890), Hakim El Karoui offre une réflexion nouvelle et audacieuse. « **L'avenir d'une exception** », cela signifie que la France n'est pas « ringarde » mais en avance sur son temps. Le peuple français récusé l'*inégalité protectrice* que les oligarques veulent lui imposer, il reste fondamentalement égalitaire dans une na-

tion qui n'a rien perdu de sa capacité d'intégration des immigrés. La France pourra réaffirmer son ambition mondiale, dès que le pouvoir politique définira le projet commun, dont nous aurons à débattre avec notre invité.

● **Mercredi 20 décembre** - Docteur en droit, spécialiste de politique internationale effectuant de nombreux séjours à l'étranger, dans divers pays et sur plusieurs continents, **Yves LA MARCK** tient la chronique de politique étrangère dans *Royaliste* depuis plus d'un quart de siècle. Conférencier régulier de nos réunions, il s'interrogera avec nous sur « **Les frontières de couleurs dans la politique internationale** ». Alors qu'on évoque régulièrement un prétendu « choc des civilisations », alors qu'on globalise à l'extrême les rapports entre le Nord et le Sud, certaines grandes puissances, les États-Unis tout particulièrement, agissent sans le dire selon des critères racialisants. Face à cette représentation du monde, quelle est la vision française des mouvements de l'histoire mondiale ?

● **Mercredi 27 décembre** - Pas de réunion en raison des vacances de Noël.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

NOUVEAUX LECTEURS

Que vous ayez eu ce journal par internet ou dans sa version papier, sachez que vous pouvez bénéficier d'un **abonnement gratuit de trois mois** (non renouvelable). Il vous suffit de nous transmettre vos coordonnées postales et internet.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Notre parti

Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy, François Bayrou... Dans le tourbillon des déclarations de candidatures et de sondages aussi péremptoirs qu'insignifiants, nous avons à maintenir notre cap sans craindre de paraître en décalage avec l'actualité immédiate.

Quant à l'élection présidentielle, aucune analyse sérieuse n'est possible tant que nous ne connaissons pas la décision de Jacques Chirac, qui est le plus déterminé de tous les adversaires de Nicolas Sarkozy.

Libérés du jeu des pronostics, nous pouvons concentrer notre attention sur les étrangetés de la bataille politique en cours.

Il est étrange de voir que tous les ennemis jurés de la V^e République et du gaullisme – de Jean-Marie Le Pen à Olivier Besancenot en passant par Arnaud Montebourg – concentrent leur intelligence et leur énergie sur une élection présidentielle qu'ils récusent dans son principe.

Le mon-archisme inconscient de ceux qui dénoncent rituellement la « dérive monarchique » des institutions prête à sourire en temps ordinaires. Mais nous sommes dans une période prérévolutionnaire et nous regrettons que, dans le milieu politique, personne ne s'interroge sur l'importance réelle des enjeux électoraux de l'année prochaine.

Mon hypothèse est qu'ils ne seront pas décisifs quel que soit le schéma retenu :

Si l'on regarde la campagne présidentielle comme une compétition entre les trois candidats sélectionnés par les médias, il faut à nouveau souligner que Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy et François Bayrou ont

fait campagne pour le « traité constitutionnel », exprimant en une consultation décisive leur adhésion ou du moins leur consentement à l'ultra-libéralisme.

Désavoués, ils tentent de gommer leur « oui » par de beaux discours sur la nation et de faire oublier leur longue carrière au sein de l'oligarchie par les habituelles tournées « sur le terrain ». Il y a trop d'ouvrages et trop de témoignages sur le *travail d'image* et sur la fabrique des messages électoraux – sou-



vent contradictoires pour balayer plus large – pour qu'on puisse prendre au sérieux ces artifices de propagande électorale. Gestes et paroles doivent être confrontés au mode de vie des candidats, à la sociologie de leurs partisans, aux intérêts défendus par leurs groupes de soutien.

Si l'on regarde la campagne présidentielle comme un épisode du combat entre l'oligarchie (dirigeants politiques, experts et décideurs économiques et financiers, chiens de garde médiatiques) et les divers contestataires, rien ne permet de prévoir un grand bouleversement : il est possible que Jean-Marie Le Pen soit à nouveau

porté par de fortes turbulences mais il ne peut ni ne veut prendre le pouvoir ; l'altermondialisme ne peut entrer dans la bataille électorale sans se perdre définitivement ; l'extrême gauche a démontré depuis longtemps qu'elle était incapable de présenter un programme politique, faute de reconnaître les réalités étatiques et nationales.

Il n'y a pourtant aucune raison de se lamenter. Nous avons cent fois montré que la bataille intellectuelle contre l'ultra-libéralisme était gagnée. Le référendum de 2005 et la révolte contre le CPE prouvent que l'oligarchie est massivement récusée. Brièvement rassemblé il y a cinq ans, le « parti des politiques » continue d'exister à l'état latent. Il est en train de se donner des éléments de programme (la protection de l'économie européenne, le contrôle politique de la monnaie) qui peuvent être facilement complétés car les propositions abondent et se précisent au fil des publications et des débats que nous nous efforçons de présenter ici.

Le « parti des politiques » est celui des temps de crise. Depuis le XVI^e siècle, il rassemble autour de l'État et pour la nation des militants de différentes familles de pensée, venus de divers partis et mouvements, des hauts fonctionnaires, des citoyens engagés dans les luttes sociales. Tel est notre parti, celui de gaullistes de droite et de gauche, de socialistes patriotes, de communistes critiques, aussi invisible que cette « France invisible » soumise à un régime de fer. Il vit dans l'attente de celui qui se dévouera pleinement à son projet et qui lui permettra de se lancer dans l'action, pour l'exercice du pouvoir.

L'idée qu'il faille passer son tour en 2007 exaspère cette attente sans ruiner son espoir.

Bertrand RENOUVIN